

Pascal Canfin, Peter Staime Climat – 30 questions pour comprendre la conférence de Paris, Edition : Les petits matins, mai 2015,

SOMMAIRE

INTRODUCTION	
LA NOUVELLE BATAILLE DE PARIS	7
PREMIÈRE PARTIE	
ENJEUX	
Que nous apprend la science ?	13
Qui émet des gaz à effet de serre ?	15
Quels sont les impacts du changement climatique ?	19
Peut-on encore contenir le changement climatique ?	23
Quel bilan peut-on tirer du protocole de Kyoto ?	26
Y aura-t-il demain des millions de réfugiés climatiques ?	30
DEUXIÈME PARTIE	
DIPLOMATIE	
La France est-elle vraiment exemplaire ?	37
L'Allemagne, leader du climat ou pays charbonnier ?	39
L'Europe est-elle encore à la pointe ?	43
À quoi Barack Obama peut-il réellement s'engager ?	47
Que peut faire le Japon après Fukushima ?	50
Pourquoi les choses bougent-elles en Chine ?	54
Les pays émergents vont-ils brûler la planète ?	57
Que demandent les pays les plus pauvres et les plus vulnérables ?	61
Qui ne veut pas d'un succès à Paris ?	64
TROISIÈME PARTIE	
ACCORD	
Copenhague a-t-il vraiment été un échec ?	71
Quelle différence entre Paris et Copenhague ?	73
Que serait un « succès » à Paris ?	76
L'accord de Paris sera-t-il « contraignant » ?	80
Comment construire un accord juste et équitable ?	83
Les pays riches vont-ils honorer leurs promesses en direction des plus pauvres ?	86
Quel rôle pour les collectivités locales ?	89
Quel rôle pour les citoyens ?	93
QUATRIÈME PARTIE	
ÉCONOMIE	
Que signifie une économie neutre en carbone en 2070 ?	96
Les entreprises, adversaires du climat ou vecteurs du changement ?	101
La technologie peut-elle sauver le climat ?	105
Lutter contre le changement climatique, ça coûte trop cher ?	109
Peut-on mettre la finance au service du climat ?	113
Va-t-on vers un prix mondial du carbone ?	116
Douze propositions pour faire de Paris un succès	120
Dix signaux qui montrent que la transition est en marche	127
CONCLUSION	
COMMENT NOUS VIVRONS EN 2050	141
S'engager en 2015 pour le climat, un guide pratique	149
Comprendre le jargon des négociations climat	155
Index	183

CLIMAT : 30 QUESTIONS POUR COMPRENDRE LA CONFÉRENCE DE PARIS

au plus grand nombre de citoyens les clés pour comprendre ce qu'est la COP21 – comment elle va fonctionner, ce qu'on peut en attendre, ce qui en fera un succès ou un échec. Car, si la solution passe par l'engagement des leaders, elle passe aussi par la mobilisation de tous ceux qui ne pensent pas forcément tous les jours au changement climatique, mais qui savent que ce qui se joue là est déterminant pour leurs enfants et pour ce siècle.

Au fond, cette conférence est une nouvelle « bataille de Paris ». Une bataille entre deux mondes. D'un côté, le monde des 600 à 1000 milliards de dollars de subventions publiques annuelles aux énergies fossiles, du milliard de dollars versé chaque année par les lobbys climato-sceptiques aux États-Unis. De l'autre, le monde qui constate qu'en Inde les énergies renouvelables sont maintenant moins chères que les fossiles, que l'agroécologie peut nourrir la planète en protégeant l'environnement, que la seule façon d'assurer la paix et la prospérité de demain est de lutter contre le dérèglement de notre climat. Cette bataille n'est ni gagnée ni perdue. Elle se joue en ce moment.

Introduction

LA NOUVELLE BATAILLE DE PARIS

Ce ne sont ni Bachar Al-Assad ni Boko Haram qui viennent à l'esprit lorsque l'on parle du changement climatique. Et pourtant nous voulons commencer cet ouvrage avec eux. Car les tensions qui ont conduit à la guerre civile en Syrie et à la déstabilisation du nord du Nigeria par la secte islamiste trouvent bien une partie de leurs origines dans les impacts du dérèglement climatique.

Comme le confirme une étude publiée début mars 2015 dans la revue américaine *Proceedings of the National Academy of Sciences*, la sécheresse historique qui a frappé la Syrie entre 2006 et 2011 a contraint à l'émigration et jeté dans la misère plusieurs centaines de milliers de personnes, qui sont venues grossir la population de villes et de régions déjà sous tension. Cette étude scientifique vient renforcer l'analyse du représentant sur place des Nations unies pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, dont les confidences faites à l'ambassadeur américain ont été révélées l'an dernier par Wikileaks. Abdullah bin Yehia, désespéré de ne pas recevoir de fonds pour lutter contre l'insécurité alimentaire grandissante due à la sécheresse, alertait dès 2008 le diplomate sur le « potentiel de destruction qui va accompagner l'affaiblissement de la production agricole des régions rurales et qui mènera nécessairement à l'instabilité politique ».

Passons de la Syrie au Nigeria. L'assèchement et la quasi-disparition – 80 % de superficie en moins en quarante ans – du lac Tchad, qui borde les frontières du Tchad, du Niger, du Nigeria et du Cameroun, affectent fortement l'économie de la région. La diminution de la productivité agricole et le manque d'eau poussent les villageois à migrer vers le sud, ce qui perturbe la relation entre les fermiers qui cultivent des céréales et des légumes et les éleveurs qui font paître le bétail. La tension sur les ressources naturelles les met en compétition, créant des frictions auparavant inexistantes. Par ailleurs, le nord du Nigeria, très pauvre, est privé des richesses pétrolières du sud du pays, ce qui génère un lourd ressentiment. On mesure alors l'importance des causes liées à l'environnement dans ce conflit.

Le changement climatique : un multiplicateur de menaces

En aucun cas il ne s'agit de considérer que le dérèglement climatique est la source unique de ces désastres. Il existe bien évidemment des raisons politiques, démographiques, géopolitiques, religieuses, mais, le plus souvent, le facteur environnemental est ignoré ou largement sous-estimé. Le changement climatique agit bien aujourd'hui comme un « multiplicateur de menaces », selon l'expression officielle du ministère de la Défense américain.

La lutte contre le changement climatique est donc un enjeu de civilisation. Dans *Effondrement*¹, le biologiste américain Jared Diamond montre comment le déclin et la mort des civilisations trouvent souvent leurs racines dans des

1. Jared Diamond, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, 2006 pour la traduction française.

causes environnementales. Grâce à une rupture technologique, une civilisation émerge, réalisant ce que personne avant elle n'avait su faire. Mais cette technologie l'amène à surexploiter la ressource sur laquelle elle est fondée (la forêt, l'eau, les terres arables...) et, avant que les décideurs ne se rendent compte que ce qui a fait leur succès est en train de causer leur perte, il est trop tard.

Ce que nous vivons aujourd'hui n'est-il pas de cet ordre, non à l'échelle d'une civilisation localisée mais de la planète entière? Après le Moyen Âge, la Renaissance nous a libérés de l'ordre préétabli. Comme le disait Descartes dans son *Discours de la méthode*, « l'homme doit se rendre comme maître et possesseur de la nature ». Si la science a été l'un des moteurs de cette révolution, elle nous alerte aujourd'hui sur notre démesure et nous appelle à la raison : nous avons effectivement pris le contrôle de l'écosystème planétaire, pour le meilleur comme pour le pire, et nous sommes entrés dans l'ère de l'anthropocène, celle où l'être humain peut modifier les grands équilibres de la planète. Ce que la science nous dit aujourd'hui est on ne peut plus clair : soit nous contenons le dérèglement climatique, soit nous allons au-devant de grands périls. C'est d'ailleurs pour cela que les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) ont obtenu en 2007, avec Al Gore, le prix Nobel de la Paix.

Un avant et un après-Paris

Il n'est donc pas abusif de penser qu'une partie de notre destin se joue en décembre à la 21^e conférence des Nations unies sur le climat, à Paris. Non parce que la COP21 devrait résoudre tous les problèmes. Il n'y aura pas « un accord

internationalement contraignant qui va sauver le monde ! Mais Paris sera un succès s'il y a un avant et un après. Si, au lendemain de cette grande conférence, suffisamment de décisions ont été prises, de signaux lancés, pour que l'on ne puisse pas revenir en janvier 2016 au « *business as usual* ». C'est précisément l'un des objets de ce livre que de décrire plus en détail ce que ces décisions et ces signaux peuvent être, en décryptant les enjeux économiques, géopolitiques et financiers qui entourent la conférence climat.

Pour parvenir à un résultat à la hauteur de l'enjeu, les chefs d'État et de gouvernement ne peuvent se reposer sur les seuls négociateurs climat, qui, bien souvent, n'ont pas le mandat pour prendre les décisions qui permettraient de trouver un accord. Il leur faut donc passer en mode « négociations de paix », à savoir se réunir souvent, créer de la confiance, de la complicité, le sens d'un intérêt commun à agir ensemble pour marquer leur génération.

En proposant en septembre 2012 la candidature de la France pour organiser cette réunion, François Hollande s'est mis – avec Laurent Fabius, qui présidera la COP21 – au centre du jeu. Car, en 2011, les États se sont donnés quatre ans pour construire le premier accord universel sur le climat. Et quatre ans, c'est 2015 ! D'où l'importance particulière de cette conférence, qui va largement décider des politiques climatiques mondiales pour les prochaines années.

Dans cette négociation, la France ne peut pas tout. Ce n'est pas elle qui peut convaincre les Républicains américains de ratifier un traité international contraignant. Pas plus qu'elle ne peut imposer au Parti communiste chinois la sortie du charbon. Mais elle peut beaucoup. Par exemple, si les contributions des États (qui seront connues en juillet 2015) ne sont pas assez ambitieuses, c'est la France

qui aura la responsabilité de mettre en place un dialogue entre les leaders pour rehausser l'exigence de l'accord. C'est la France qui peut, en lien avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, notamment, dire haut et fort que, s'il n'est politiquement pas possible de rouvrir à vingt-huit pays la décision européenne d'octobre 2014, elle est prête, elle, à aller plus loin – si les États-Unis et la Chine le sont aussi, bien sûr. C'est la France, en tant que présidente, qui peut faire en sorte de trouver le chemin pour parvenir à honorer la promesse faite aux pays du Sud en 2009 de transférer 100 milliards de dollars en 2020 afin de les aider à lutter contre le dérèglement climatique chez eux. C'est aussi la France qui doit réussir à créer les conditions régulières d'un dialogue au plus haut niveau entre les chefs d'État et de gouvernement pour trouver les voies de la mobilisation et des compromis qui mèneront à l'accord. C'est la France qui peut démontrer, comme le fait l'Allemagne, que la prospérité de demain passe par la transition énergétique. Qu'il n'y a pas à choisir entre le bien-être et le climat, mais que la lutte effective contre le dérèglement climatique est bien la condition de notre prospérité au XXI^e siècle.

La France dispose d'un réseau diplomatique unique – égalé seulement par celui des États-Unis – qui lui permet de jouer sa partition de présidente de la COP21 partout dans le monde, dans toutes les enceintes (Conseil de sécurité, G7, G20, OCDE, Union européenne, FMI, Banque mondiale, etc.).

Des clés pour comprendre la COP21

Depuis plusieurs années, nous – les auteurs – vivons cette histoire de l'intérieur. Et notre volonté est de donner